

MAURICE AGULHON

## PRÉSENTATION

À l'ouverture de ce Colloque consacré à l'histoire de la politisation des campagnes, je me sens tenu d'indiquer les limites de ma contribution. Pour avoir travaillé seulement sur la France, je suis peu préparé au comparatisme. J'ai ouvert ensuite d'autres chantiers de recherche et, par conséquent, quelque peu délaissé les voies ouvertes il y a trente ans dans la *République au village*<sup>1</sup>; devenu de moins en moins familier du monde des ruralistes, je ne suis plus en état d'en faire la présentation d'ensemble; aussi bien celle-ci a-t-elle été produite d'excellente façon par l'article de Gilles Pécout dans *Histoire et sociétés rurales*<sup>2</sup>. Enfin, – troisième réserve –, je suis peu (et sans doute trop peu) attiré par les mots abstraits, les théories, les systèmes (même sur la «sociabilité» j'ai été tâtonnant) et ma façon de travailler est plus intuitive et empirique que conceptuelle.

Cependant la *République au village* et les ouvrages de synthèse où j'en ai plus ou moins généralisé les analyses (*1848 et l'apprentissage de la République*, en 1973, le tome III de *l'Histoire de la France rurale* Duby Vallon, en 1976)<sup>3</sup> ont eu du succès, on n'a pas cessé d'en citer ou même d'en copier les formules: «(ceci ou cela) au Village», «l'apprentissage» de (ceci ou cela), «la descente de la politique vers les masses»; à ces références allusives s'ajoutent les confrontations d'autres modèles et d'autres chronologies. Ces critiques, parfois implicites, parfois nominatives, arrivent à ma connaissance et m'obligent de temps en temps à me repencher sur le problème, à enregistrer les nouveaux apports, et parfois à m'autocritiquer, comme je l'ai fait en dernier lieu dans *Histoire vagabonde III*, en 1996<sup>4</sup> à propos de textes de Peter Mac Phee et d'Eugen Weber. Précisément, et par une heureuse coïncidence, je vais (et nous allons) devoir réitérer cet

<sup>1</sup> Paris, 1970, mais écrit en 67 pour une thèse soutenue en 69.

<sup>2</sup> G. Pécout, *La politisation des paysans au XIX<sup>e</sup> siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes*, dans *Histoire et sociétés rurales*, 2, 2<sup>e</sup> semestre 1994, p. 91-125.

<sup>3</sup> L'un et l'autre aux Éditions du Seuil, *Nouvelle histoire de la France contemporaine (Points histoire)*, et *Histoire de la France rurale*, respectivement.

<sup>4</sup> Paris, Gallimard (*Bibliothèque des histoires*), 1996.

exercice à propos de la parution, à l'heure de notre Colloque, et en toute ignorance réciproque, des travaux de M<sup>me</sup> Christine Guionnet sur l'*Apprentissage* [le revolilà] *de la politique moderne*. En attendant sa parution en livre sous ce titre<sup>5</sup>, la thèse est résumée dans un important article de la *Revue française de science politique*<sup>6</sup> que j'ai sous les yeux. Précieuse contribution, quoique involontaire, à la réunion d'aujourd'hui.

La politisation des campagnes, c'est, logiquement, la pénétration dans les campagnes de la politique. Mais qu'est-ce, à son tour, que la politique? Nous avons peut-être trop tardé à expliciter: nous parlons de la politique *moderne*, la nôtre, c'est-à-dire, en termes précis, la démocratie libérale. C'est le système où le peuple (tout le monde) est souverain, donne son avis et élit des représentants; où, enfin, le choix majoritaire est normalement suivi d'effets puisque – autre principe de liberté – le gouvernement dépend plus ou moins des représentants élus.

On ne peut guère douter que ce système ait ses origines dans la philosophie des Lumières, affinée, filtrée, complétée par les Révolutions américaine et française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. La démocratie libérale a été voulue, en Europe occidentale par les États lorsque la politique des États (et leur constitutions) a pu être faite par des bourgeois progressistes, souvent appuyés par le peuple ouvrier des capitales. On ne voit pas que la démocratie soit née, ni en France ni en Italie, d'une culture démocratique rurale ancienne, populaire et spontanée, d'inspiration ou de modèle religieux, comme c'est sans doute le cas en Suisse (voire, jusqu'à un certain point, aux États-Unis?). Notre principal contre-modèle en effet, c'est probablement la Suisse du légendaire Guillaume Tell et des petites républiques alpêtres. Oserais-je dire que, là, si la politique «descend», c'est des montagnes? Dans nos grands États d'Europe occidentale au contraire le système est venu de l'État, ou de la Capitale, ou de la Bourgeoisie, ou des idées modernes, façons équivalentes de dire du Haut, si l'on veut bien utiliser, par pure et conventionnelle commodité, la vieille image de la pyramide sociale qui situe le peuple à la base et les élites au sommet. Faut-il encore ajouter que nous n'avons pas inventé cette convention de représentation, et que le fait d'en user n'implique nullement que nous méprisons la base?

I. Plus sérieusement, on a pu discuter des *étapes* du processus d'instauration de la démocratie libérale.

<sup>5</sup> Parution effective désormais à Paris, aux éditions l'Harmattan, avec préface de Pierre Rosenvallon. Au moment où le présent texte a été prononcé à Rome en février 1997, le livre n'était pas encore sorti.

<sup>6</sup> Livraison d'août 1996, p. 556 à 580.

La différence des solutions proposées dépend d'abord – osons le reconnaître – des chercheurs, toujours prêts à souligner, voire à amplifier, l'importance de la période sur laquelle ils ont travaillé et qu'ils connaissent donc le mieux: la grande Révolution pour les disciples d'Albert Soboul et de Michel Vovelle, pour Paul Bois<sup>7</sup>, pour Melvin Edelstein<sup>8</sup>; le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle pour Philippe Vigier<sup>9</sup> ou pour moi-même; la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour Eugen Weber<sup>10</sup>. – Mais, plus sérieusement, elle vient aussi de la nature du terrain provincial étudié, terrain où les conditions objectives du succès des adoptions d'innovations sont inégales. Qu'il soit plus facile de devenir républicain dans une commune à habitat concentré, quasi urbain, en relations aisées avec les grandes villes, que dans le bocage armoricain, et qu'on le devienne donc là un demi-siècle ou un siècle plus tôt qu'ici, on le sait depuis le livre décisif publié, dès 1913, par André Siegfried (*Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*)<sup>11</sup>. Il n'y a pas à revenir sur l'évidence de quelques grandes déterminations en quelque sorte structurales, même s'il faut en poursuivre, affiner et compléter les résultats.

Essayons de distinguer l'apport de chaque étape proposée; en nous limitant au cas de la France.

*La Révolution française* a un rôle majeur, bien qu'elle ait été précédée par quelques intéressants essais de réforme municipale dûs, en 1787, à l'une des velléités de «despotisme éclairé» de l'ancienne monarchie. D'abord elle met toute la société en mouvement en ébranlant la domination établie des ordres privilégiés. Ensuite elle procure la première expérience nationale d'un suffrage populaire large (élections aux États Généraux de 1789) en attendant le vote universel masculin (1792 à 1799). Enfin et surtout – ce qu'on ne souligne pas assez – elle crée partout des municipalités. Instance décisive! Là où existe un pouvoir municipal, d'une part il apparaît forcément une compétition entre les citoyens pour en obtenir l'attribu-

<sup>7</sup> Paul Bois, *Paysans de l'Ouest*, Paris et La Haye, Mouton, 1960, rééd. Flammarion, 1971.

<sup>8</sup> Melvin Edelstein, *La place de la Révolution française dans la politisation des paysans*, dans *Annales historiques de la Révolution française et Integrating the French peasants into the Nation-State: the transformation of electoral participation 1789-1870*, dans *History of European ideas*, XV 1.3, Londres, Pergamon Press, 1992.

<sup>9</sup> Philippe Vigier, *La Seconde République dans la région alpine*, 2 vol., Paris, P. U. F., 1963.

<sup>10</sup> Eugen Weber, *Peasants into Frenchmen, the modernization of rural France 1870-1914*, Stanford U. Press, 1976, trad. fr. sous le titre *La fin des terroirs*, Paris, Fayard, 1983.

<sup>11</sup> Chez A. Colin. Réédité par la même maison en 1964.

tion, d'autre part il se produit non moins nécessairement (même si cela peut rester virtuel) une concurrence entre ce nouveau pouvoir tout profane et le pouvoir paroissial (qui va gérer le cimetière? Qui va sonner les cloches<sup>12</sup>? Qui va ouvrir une école? etc.). La condition préalable la plus décisive de la politisation, c'est tout de même la municipalisation. Et peut-être que l'avance de la France méditerranéenne dans l'adoption de la politique moderne tient-elle au fait que l'institution municipale et les conflits qui l'accompagnent y étaient déjà connus.

Le problème, avec la Révolution française, c'est la solution de continuité introduite entre son époque et l'époque de la France libérale par les trois décennies de Contre-Révolution qui vont du 18 brumaire an VIII aux Trois Glorieuses. Dans la mesure où l'expérience révolutionnaire avait suscité, là où c'était possible, des groupes de ruraux politisés (donc presque toujours réputés «jacobins»), la question est de savoir s'ils ont été annihilés (comme groupes), oubliés, ou s'ils ont survécu, et dans ce cas par quelles voies de liaison et de transmission. Il m'est arrivé d'aborder ce problème par quelques touches très partielles, littéraires, anecdotiques<sup>13</sup>. On attend là-dessus une œuvre systématique sérieuse, qui pourrait être celle de Christine Peyrard<sup>14</sup>.

La Révolution de 1830 pourrait bien être le moment le plus important, parce qu'elle ferme définitivement la parenthèse de la Contre-Révolution. La Révolution de 1789 redevient officiellement bonne, il est licite, donc facile, d'en dire du bien et de s'en inspirer. La modernité laïque est proclamée par deux mesures éclatantes: le retour du drapeau tricolore, et l'abolition de l'article 6 de la Charte (le catholicisme n'est plus dit «religion d'État», la compétition philosophique est donc rétablie). Le système censitaire est élargi. La procédure d'élection est à nouveau appliquée aux conseils municipaux. La politique au village devient désormais un fait social visible, que le journalisme et le roman réaliste savent enregistrer<sup>15</sup>.

La Révolution de 1848 enfin instaure le suffrage universel masculin, suivi de quelques mois de liberté politique totale, et de nombreuses élections qui acclimatent la nouvelle pratique du vote. *Fabri-*

<sup>12</sup> Conflit oublié, heureusement mis en lumière par Alain Corbin, *Les cloches de la terre*, Paris, Albin Michel, 1994.

<sup>13</sup> *Quelques visages de Jacobins sous Louis-Philippe*, dans F. Furet et M. Ozouf, *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture*, vol. III, Oxford, Pergamon Press, 1989 repris dans *Histoire vagabonde III* sous le titre «Survivants de la Révolution».

<sup>14</sup> Christine Peyrard, auteur en dernier lieu, de *Jacobins de l'Ouest*, Paris, Public de la Sorbonne, 1996.

<sup>15</sup> Notre étude sur le personnage de M. Homais, le pharmacien militant de *Madame Bovary*, dans *Histoire vagabonde III*.

*cando fit faber*. C'est en votant qu'on apprend à voter, c'est en campagnes (électorales) qu'on apprend «la politique». L'évidence du changement de mentalité induit par l'institution a même pu être signalée à chaud. «Beaucoup d'ouvriers qui avant la révolution de Février n'auraient point songé à s'occuper de politique et qui vivaient sous ce rapport au jour le jour se donnent aujourd'hui, en s'exagérant même leur importance, comme citoyens. Les idées démocratiques développés chez eux et la crainte que l'on avait de leurs votes n'ont pas peu contribué à cela. Le suffrage universel semble les avoir réveillés de leur situation première, en un mot il les a totalement changés»<sup>16</sup>.

Le Second Empire, en maintenant la pratique du vote, et en faisant voter dans toutes les mairies (au lieu d'envoyer les électeurs des petits villages voter à la mairie du chef-lieu de canton) a permis que se poursuive ce processus d'éducation, même s'il l'a freiné en restreignant, avec la liberté de la presse, la liberté d'éducation civique.

Enfin la Troisième République est venue, dans laquelle, pour la première fois en effet les pouvoirs publics ont mis le plus possible d'énergie et de moyens pour politiser les paysans, sûre qu'elle était qu'éveiller les ruraux à la politique moderne c'était les faire républicains. Liberté totale de presse et de réunion, liberté de fait pour les associations (autres que religieuses), instruction générale et civique à l'école primaire, les communications, la caserne même, et la politisation impliquée par la grande bataille de la laïcité, tout cela a produit ses effets. Non pas, certes, pour créer le fait de politisation, voire de nationalisation, d'acculturation, comme on le dit trop vite après Eugen Weber<sup>17</sup>, mais en lui procurant sa dernière étape; en parachevant l'œuvre commencée en 1789. L'ouvrage d'Eugen Weber, on l'a déjà écrit, ne concerne pas vraiment la totalité de la France rurale, mais bien plutôt les parties de celles-ci que diverses conditions objectives d'isolement avaient attardées en route.

II. Mais cette dernière remarque nous introduit déjà aux discussions de fond. Les étapes anté-weberiennes, si l'on peut dire, quelle fut l'authenticité de leur apport?

<sup>16</sup> Archives départementales de la Haute-Garonne, 4 M 63, Commissaire de police au maire de Toulouse, novembre 1849, cité par Y. Lacoste, *Clubs et sociétés secrètes à Toulouse et dans la Haute-Garonne sous la II<sup>e</sup> République*, mémoire de maîtrise dirigé par G. Fournier, Université de Toulouse le Mirail, 1996.

<sup>17</sup> Moins dans la *Fin des terroirs* d'ailleurs que dans les nombreuses recensions sommaires qui ont été faites, où la presse française, non sans masochisme, s'est plu à retenir le caractère fragile et artificiel du sentiment national français.

Les problèmes posés ressortissent l'un à l'histoire sociale (s'il y a eu une éducation des masses rurales, qui furent les éducateurs?), l'autre à celle des mentalités collectives (du côté des éduqués, comment fut assimilé le message reçu?).

Les éducateurs, il faut bien qu'il y en ait eu. Sous la III<sup>e</sup> République, la phase finale (correspondant au modèle Weber), on voit bien qui éduque: outre l'environnement économique et social qui commence vraiment à jouer en faveur de l'interconnaissance des urbains et des ruraux, il existe toute une bourgeoisie moyenne bien ralliée à la République et souvent motivée par la philosophie laïque et anticléricale, et, surtout, la quasi-totalité des fonctionnaires publics, notamment les instituteurs, s'emploient à répandre le nouvel idéal.

Or rien de tout cela n'avait existé sous Louis-Philippe: l'évolution matérielle vers le brassage était à peine entamée, la bourgeoisie orléaniste était timorée, plus effrayée qu'attirée par des classes populaires encore frustes et «dangereuses»; quant aux instituteurs, ils étaient tout sauf militants, à de rares exceptions près, qui seraient vite punis de leur courage tels le malheureux Pierre Vaux<sup>18</sup>. Et pourtant le fait est qu'il s'est passé des choses: on constate dès 1848 des votes ruraux diversifiés, radicaux; des votes témoignant parfois en 1848 de sympathies pour des candidats orléanistes qui avaient fait de l'opposition de gauche en 1846, ce qui peut prouver que la politique censitaire n'était pas toujours inconnue du peuple non électeur, etc. C'est cela que j'avais mis en connexion avec la présence, bien plus nombreuse alors que de nos jours, d'une couche de bourgeois de village dans le rôle d'intermédiaires culturels.

Soit, m'a-t-on dit pour les éducateurs.

Mais la politique issue de leur influence n'est-elle pas une politique factice, ou plutôt une illusion de politique? Ces paysans qui votent en bloc, qui votent derrière des chefs bourgeois, etc.

Tel était l'argument, déjà signalé, auquel j'ai tenté de répondre dans la mise au point publiée dans *Histoire vagabonde III*. Mais il vient d'être repris plus systématiquement par la thèse de C. Guionnet, à laquelle nous arrivons.

L'ouvrage a été fait à partir de l'étude complète et détaillée du contentieux des élections municipales sous la Monarchie de Juillet,

<sup>18</sup> Instituteur à Longepierre (Saône-et-Loire) en 1848, Pierre Vaux aida les paysans à obtenir une plus juste répartition des biens communaux, et il les gagna ainsi à la République. En 1852, accusé à tort par la Réaction triomphante d'être un incendiaire, il fut condamné au bagne, et mourut à Cayenne quelques vingt ans plus tard. Son innocence sera reconnue en 1890. Voir A. Zévaès, *Pierre Vaux instituteur et forçat*.

en dépouillant les rapports, des lettres, des plaintes très proches du terrain, du local, de la base, et bien propres par conséquent à donner l'image des mentalités des simples gens. Mais le problème est bien le même que celui que nous avons posé: les élections comme «apprentissage» de la politique. Si l'auteur conteste notre chronologie (celle qui voit le départ en 1848, bien préparé par 1830) c'est parce qu'elle pose une distinction judicieuse entre les «pratiques» et les «conceptions»: il ne suffit pas d'être appelé à voter (c'est-à-dire à assumer une *pratique* nouvelle) pour voter en citoyen moderne (c'est-à-dire avec en tête des *conceptions* nouvelles). Ce qui commence en 1830, ou en 1848, c'est la pratique du vote moderne, mais la conception moderne du vote ne viendra que plus tard – remarque par laquelle Guionnet rejoint la chronologie tardive (celle de Weber). Pour notre part, nous acceptons de reconnaître volontiers que, le fait mental retardant normalement sur le matériel, 1830 ou 1848 soient, dans l'ensemble plutôt le point de départ d'une phase initiale et imparfaite de la politisation que le point de départ de sa phase accomplie, consciente et moderne; mais nous pourrions plaider aussi, en termes de logique pure, que le point origine de la phase initiale d'un processus quel qu'il soit est le point origine de l'ensemble du processus...

Ailleurs il arrive à Guionnet de rendre justice à la chronologie la plus longue (celle qui remonte à la Révolution française) en faisant observer, non sans raison, qu'en certains lieux les «partis» locaux de la période 1830-1848 étaient clairement des résurgences de conflits d'époque révolutionnaire. Nous ne le nions pas, mais nous ne voyons pas en quoi cela prouverait que les idéaux ne soient pas «descendus vers les masses». S'il y a eu des paysans politisés en 1789-1792, cela ne suffit pas à prouver qu'ils ont inventé leur idéal protestataire par leurs seules forces à l'ombre de leur clocher; la fameuse «descente» (l'influence urbaine, l'influence des lettrés) a très bien pu aussi se produire ici ou là sous Louis XV ou sous Louis XVI.

Reste que l'ouvrage est infiniment précieux par son analyse fine des idées qu'avaient en tête, sous Louis-Philippe, les ruraux qui pratiquaient l'élection (chose *nouvelle*) avec des conceptions *non* modernes: ils avaient la phobie de la désunion, le regret de l'unanimité communale; ne trouvant pas que la compétition fût chose normale, ils en venaient aisément à insulter ou à haïr le parti adverse, bien loin de voir en lui un phénomène inévitable; bref ils étaient plus spontanément communautaristes qu'individualistes. Précieuse description, que nous réduisons à ses grandes lignes, et qui nous montre dans les mentalités pré-politiques ou archéo-politiques des électeurs de 1830 des traits encore présents chez ceux de nos contemporains qui se disent apolitiques, nostalgiques béats d'une «union» improbable, pour qui l'idée de division, les mots de «par-

tis», de «politiciens», voire de «politique», gardent souvent une connotation péjorative.

On peut faire encore à la thèse quelques objections. Il est par exemple un peu excessif de donner comme une forte preuve de communautarisme le fait que les villageois en avril 1848 soient allés en groupes, voire en cortèges communaux vers la mairie du chef-lieu de canton où était établie l'urne. C'était aussi en effet, pour une part, une conséquence de la procédure: on ne votait pas alors comme aujourd'hui à l'heure que l'on voulait, arrivant librement devant le bureau, mais à l'appel de son nom, fait à haute voix; et cet appel nominal avait lieu bien évidemment à partir de listes électorales communales, donc une commune après l'autre; et les électeurs d'un même lieu avaient donc forcément intérêt à rester groupés. Quoiqu'il en soit de cette tendance générale à la cohésion villageoise, elle n'entretenait pas pour autant l'unanimité, seulement la quasi-unanimité de l'option politique («quasi» est dans Guionnet, «presque» est dans le texte de l'inévitable Tocqueville)<sup>19</sup>, et toute la nouveauté est bien dans ces pointements de la différenciation, donc de la possibilité de cette différenciation. La thèse paraît ainsi toute entière enrichie par l'étude d'une «pensée holiste du social», mais marquée par une tendance un peu excessive à se démarquer de mes descriptions et de mes analyses, dont elle ne se distingue pourtant que par des nuances. Aurais-je dû parler du «champ historico-problématique» plutôt que de haut et de bas? Si l'on admet que la vraie politisation c'est la substitution de conceptions modernes, libérales, individualistes aux conceptions communautaristes traditionnelles, si l'on admet d'autre part que les premières étaient celles de l'État bourgeois légiférant tandis que les secondes étaient les plus répandues chez les paysans, alors l'idée selon laquelle la conception moderne du politique aurait opéré la trop fameuse «descente» n'est pas vraiment une absurdité.

III. Je serai plus bref sur quelques problèmes d'interprétation posés à l'apogée de la Troisième République, une fois la République bien ancrée dans les mœurs et les croyances, et la politisation accomplie.

Politiser, porter dans les moindres villages, par l'élection législative, des programmes et des enjeux de politique pure, c'est soumettre aux paysans des problèmes de politique d'État auxquels ils ne

<sup>19</sup> Dont on connaît le récit qu'il a donné dans ses *Souvenirs* des votes de son village.



s'intéressaient pas spontanément: politique étrangère, politique coloniale, choix entre République et Monarchie, lois sociales pour les ouvriers... Il faut être un paysan plus cultivé que la moyenne, bon lecteur de journal, pour prendre à cela un intérêt réel; pour d'autres paysans, il y a forcément dans ces informations et dans les choix qu'elles impliquaient de l'extériorité, du gratuit, de l'artificiel, et c'est là-dessus que s'appuient les tenants de la thèse selon laquelle «la politique» est étrangère à l'univers paysan<sup>20</sup>. C'est un aspect des choses, sans doute. L'acculturation républicaine idéalement omni-compétente, n'est jamais complète, on l'admettra. Mais un autre aspect de la politisation consiste à donner une interprétation politique (et à proposer des solutions politiques) à des conflits et à des enjeux, eux, réellement présents: biens communaux, influence du prêtre, mécontentement contre le fisc, ou contre tel grand propriétaire, ou contre la mévente des produits. Idéalement tout cela peut être capté par la politique républicaine, et la mettre en prise avec les soucis des ruraux, en changeant seulement leur mode d'expression. Schématiquement, sur l'excès de fiscalité pris à titre d'exemple, le paysan non-politisé forcera la porte du percepteur et brûlera ses registres, le paysan politisé se contentera de voter pour le candidat qui lui promettra de faire abaisser l'impôt. On peut donc considérer la politisation comme une alternative à la «jacquerie», considérer en d'autres termes, la politique comme une pacification (modernité morale) donc comme une alternative à la violence (effet d'archaïsme ou de spontanéité). De là peut-être la tendance de la violence à réapparaître là où l'ancien civisme pacificateur s'est usé ou a reculé: quand les politiciens radicaux auront cessé d'être efficaces, le poujadisme les remplacera.

Au-delà de ce schéma, il faudrait étudier, aux côtés de la politisation républicaine officielle, les structures, les principes et les sensibilités du syndicalisme agricole, son rapport aussi bien avec la politique électorale qu'avec les forces sociales traditionnelles, mais nous ne pouvons ici que signaler cette piste. La suivre nous écarterait de l'objet de la réunion d'aujourd'hui.

L'actualité, à la campagne, au XX<sup>e</sup> siècle, ce n'est pas seulement l'apparition du partenaire syndical, c'est aussi la multiplication de l'organisation partisane, et d'abord sa bipartition. Pendant longtemps le camp de la Révolution a espéré que la liberté, l'éducation et la conscience civique, en d'autres termes le suffrage universel (masculin), une instruction primaire solide, la presse et l'association, le

<sup>20</sup> Notamment, avec une particulière netteté, par Théodore Zeldin, *France 1848-1945*, Oxford University Press, 1975-1977, traduit en français sous le titre *Histoire des passions françaises*, Paris, Éd. Recherches, 5 vol., 1978-1979.

Progrès, en somme, suffiraient à rendre les gens éclairés, donc républicains, donc promoteurs collectifs d'une société harmonieuse. De là le cliché typique de la haute époque de la Troisième République: les populations «intelligentes», celle où le système a fonctionné, votent républicain (autant dire: à gauche) (on disait «intelligents» à l'époque là où nous emploierions plutôt le mot «conscients»); les populations où ce système n'a pas pu s'installer votent au contraire naturellement à Droite. En somme la Droite s'appuierait sur des structures sociales et mentales apolitiques ou pré-politiques: ignorance, isolement, insociabilité, école aux mains du clergé, docilité à l'égard du curé, du patron ou du châtelain. De fait, pendant quelques décennies, la politique de Droite a pu consister à perpétuer ces vieilles conditions pour bénéficier de leur prolongement idéologique et électoral. De là à confondre – comme les grands ancêtres – la politisation tout court avec la politisation-à-gauche, il y a un pas qu'il m'est arrivé de franchir; on me l'a fait remarquer, et j'ai accepté cette critique là. Oui, un temps d'adaptation est venu pour la Droite conservatrice: celui de l'acceptation (résignée d'abord) de la République, et de l'acceptation de ses pratiques. Il est apparu, et c'est évident de nos jours, que *toutes* les idéologies peuvent gagner des adeptes populaires par les voies de la modernité politique. Le schéma popularisé par André Siegfried, et qui fut en son temps heuristiquement utile (le parti de Droite est un parti de notables, influents par des relations du type vertical, mais le parti de Gauche est un parti de militants fondé sur l'association horizontale, égalitaire) n'est plus confirmé au même degré. Il y a des partis de Droite qui sont des partis de militants. On a analysé récemment en excellents termes des milieux ruraux qui sont à la fois républicains par leur structure et conservateurs-chrétiens par leur vote (le modèle francomtois de J.-L. Mayaud)<sup>21</sup>.

Enfin ces considérations expliquent mieux un phénomène que j'avais entrevu et signalé il y a plusieurs années mais sans l'interpréter dans des termes assez précis, c'est celui des votes de Gauche non confirmés<sup>22</sup>.

Les majorités paysannes «rouges» de 1848 et 1849 ont bien «tenu» dans le Var, où elles se retrouvent intactes dès 1870, mais sont en nette régression dans les Basses-Alpes<sup>23</sup> ou en Limousin dans les

<sup>21</sup> Jean-Luc Mayaud, *Les secondes Républiques du Doubs*, Besançon, Les Belles Lettres, 1986.

<sup>22</sup> *Vues nouvelles sur la France rurale du XIX<sup>e</sup> siècle*, ronéotypé, *Bulletin du Centre Pierre Léon de l'Université de Lyon II*, 1976.

<sup>23</sup> Fait signalé par Ph. Vigier dans le colloque «*Esprit républicain*», tenu à Orléans en 1970, Paris, Klincksieck, 1972.

années 1870<sup>24</sup>. J'avais parlé alors de distinguer « vote de surprise » et « vote d'éducation », distinction un peu verbale.

Je proposerai de dire aujourd'hui que les premiers succès de la politique démocratique devant le suffrage universel ont dû être pour une part l'effet de déterminations classistes-communautaristes, prenant de court des bourgeois déconcertés, et que les reculs partiels du vote démocratique seront dus d'une part aux contre-attaques d'une Droite qui assimile très vite les procédures nouvelles et d'autre part au succès même de la culture démocratique qui aura, si on ose dire, décommunautarisé le vote ouvrier ou paysan, la liberté de choix de l'individu pouvant jouer en faveur de la Droite si le communautarisme initial s'était investi dans la Gauche. J'avais sans doute tendance à trop généraliser le modèle varois, et ma première prise de conscience de cette tendance est ancienne. Mais la formulation plus fine que je donne aujourd'hui du phénomène est au contraire très liée aux débats et aux lectures les plus récentes.

Telles sont mes propositions. Elles ne comportent pas de conclusions, celles-ci viendront après l'écoute d'autres exposés et celle des discussions générales, et elles se formuleront, s'il se peut, Samedi. Je regrette à nouveau de m'être si exclusivement appuyé sur la France; mais peut-être certains des thèmes généraux évoqués pourront-ils passer les frontières.

Maurice AGULHON

<sup>24</sup> A. Corbin, *Archaisme et modernité en Limousin au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Marcel Rivière, 1975.